

LES JEUNES ROMANDS SONT-ILS DEVENUS ANTI-ÉTRANGERS? CONSERVATEURS? INDIVIDUALISTES?

Sondage exclusif.
A l'occasion du Forum des 100, qui se tient le 7 mai, l'institut M.I.S Trend a pris le pouls des jeunes Romands, de leurs valeurs, leurs préoccupations, et leurs visions du monde. Portrait inédit d'une nouvelle génération.

TEXTES CATHERINE BELLINI,
MICHEL GUILLAUME ET CHANTAL TAUXE
PHOTOS NICOLAS RIGHETTI REZO.CH

En année électorale, les élus à Berne le prendront comme une claque: un jeune Romand sur deux estime qu'ils agissent par intérêt personnel plutôt que pour le bien commun. Mais ils auraient tort de s'offusquer: les nouvelles générations sont fières d'être suisses, et se montrent profondément attachées à la démocratie directe. Comme le notent Marie-Hélène Miauton et Mathias Humery, de M.I.S Trend, qui ont conduit cette vaste étude d'opinion pour le Forum des 100, «les élus doivent faire un réel effort pour contrer les stéréotypes et redorer le blason de la démocratie représentative». La méthode

Sophia permet la comparaison entre les opinions de la population et celle des élites. Appliquée aux 18-30 ans, elle fait apparaître un fossé sur toutes les questions qui ont trait à l'ouverture à l'Europe, au monde.

Alors, les jeunes Romands sont-ils anti-étrangers, conservateurs, individualistes? Heureux mais frileux? Les réponses sont pleines de nuances. Mais vingt ans de discours blochérien dominant laissent des traces. Oublié le slogan de 1992 «La Suisse n'existe pas»: les 18-30 ans de 2015 aiment la police et la justice. Ils ne sont pas aussi centrés sur eux-mêmes qu'on le croit puisqu'ils plébiscitent un service citoyen obligatoire. Et ils démontrent une belle distance critique par rapport à l'internet. Pour eux, le bien commun n'a simplement plus le même contour que celui qui animait leurs aînés. ■



JEAN-BERNARD SIEBER

« Les jeunes sont très nombreux à penser que les autorités ne les écoutent pas, que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte, leurs malaises non entendus. C'est pourquoi Sophia s'est penchée cette année spécifiquement sur eux. »

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON, chercheuse chez M.I.S Trend

FICHE TECHNIQUE



L'étude Sophia lancée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part le grand public et d'autre part des leaders d'opinion. Cette année, l'enquête s'est focalisée sur un jeune public et elle a donc été menée auprès de la classe d'âge des 18 à 30 ans représentatifs de la population romande et de leaders romands de moins de 50 ans.

Ainsi, 819 jeunes Romands (marge d'erreur maximale +/- 2,5%) ont été interrogés au moyen d'un questionnaire autoadministré en ligne du 10 au 18 mars. D'autre part, Sophia a consulté 135 leaders d'opinion de moins de 50 ans qui développent leurs activités en Suisse romande. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique aux niveaux communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire autoadministré postal et en ligne. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de +/- 8,9%. ■

■ ■ ■ Qualité de vie et stabilité, les deux phares de l'excellence.

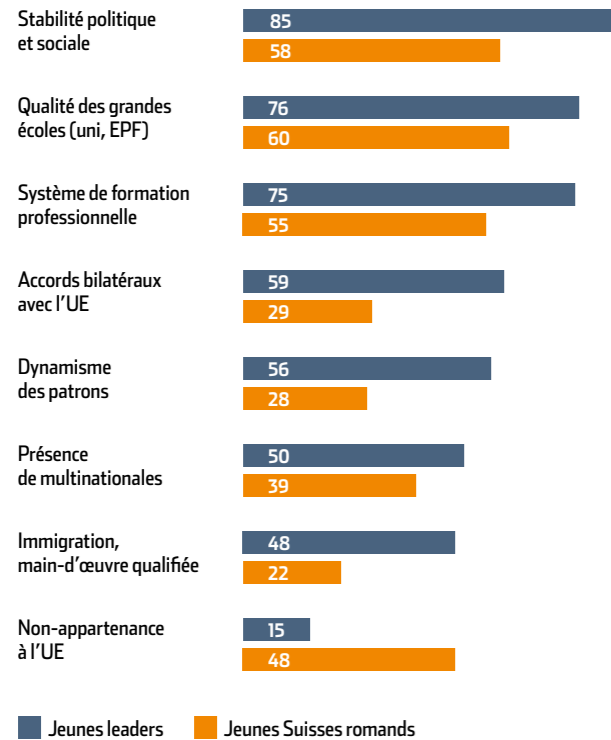
Les jeunes sont fiers d'être Suisses

«Les jeunes voyagent et comparent. Or nous avons un niveau de vie élevé, un bon accès à la formation.» C'est ainsi que le conseiller d'Etat genevois Pierre Maudet, 37 ans, comprend la fierté exprimée par la majorité des sondés. Président de la Commission fédérale de la jeunesse, le PLR estime que les jeunes ont surtout conscience d'être privilégiés. Jean-Nathanaël Karakash, 36 ans, conseiller d'Etat socialiste à Neuchâtel, s'inquiète quant à lui de voir seulement

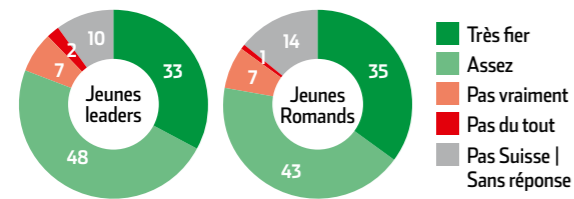
29% des jeunes sondés – contre 59% des leaders! – estimer que les accords bilatéraux jouent un rôle important dans la bonne situation du pays. «C'est grave, cette perception, surtout si elle se traduit dans des votes qui péjorent nos relations avec l'Union européenne. Car nous sommes très dépendants de nos relations avec nos voisins, nos excellents centres de recherche doivent pouvoir collaborer, nos produits et nos compétences doivent pourtant s'exporter.»

Guillaume Barazzone, 33 ans, membre de l'exécutif de la ville de Genève et conseiller national PDC, renchérit: «Notre stabilité sociale et nos écoles, si bien notées par les jeunes, sont liées aux accords bilatéraux. Il y a une offensive de communication à mener, massive, pour expliquer ce que sont ces accords et ce qu'ils nous apportent.» L'entrepreneur vert libéral Michael Dupertuis relativise la notion de fierté. «J'ai la chance d'être né ici, ce n'est pas une compétence que j'aurais acquise.» ■ CB

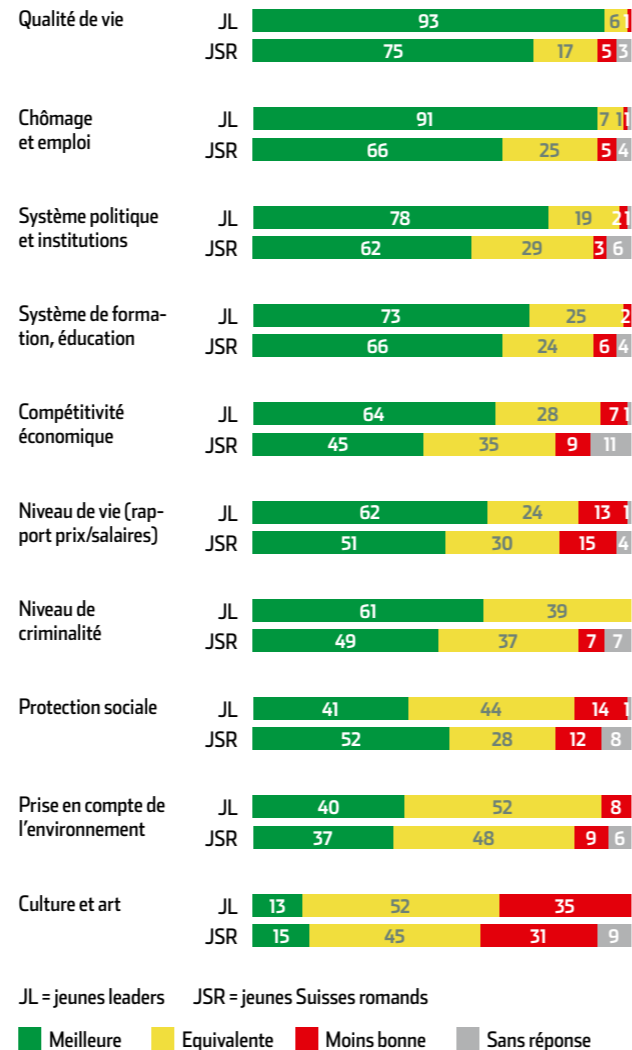
Parmi les éléments suivants permettant d'expliquer la bonne situation de la Suisse, lesquels jouent un rôle très important?



Dans quelle mesure êtes-vous fier d'être Suisse?



En comparaison internationale, comment se situe la Suisse par rapport à d'autres pays développés?



CAMPUS EPFL Les jeunes Romands sont très satisfaits par le système de formation et la qualité des grandes écoles.



■ ■ ■ Une déclaration d'amour à la démocratie directe.

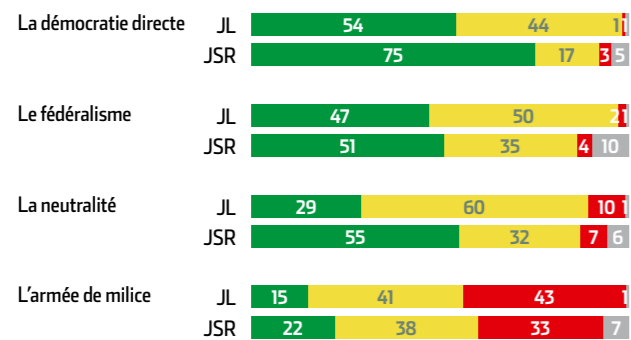
Ils ne veulent pas changer le système politique suisse

Le système suisse ne nécessite pas de changements profonds mais seulement quelques aménagements. «Un avis pas très cohérent avec le vote du 9 février qui remet carrément en cause un système important pour la Suisse», remarque Johanna Gapany, vice-présidente des Jeunes libéraux-radicaux. Et au sommet des valeurs traditionnelles suisses culmine la démocratie directe puisque 76% des jeunes – et 54% des leaders – disent qu'il s'agit là d'une valeur fondamentale, à ne pas toucher. Cerise sur le gâteau, les jeunes affirment

qu'ils vont presque toujours voter. Hum, flagrant délit de mensonge au vu des taux de participation? «Paradoxal pour le moins, estime Rebecca Ruiz, conseillère nationale vaudoise et socialiste. Visiblement, on est surtout attaché à l'idée de pouvoir s'exprimer.» Ou, comme l'interprète Valentin Christe, jeune UDC vaudois: «Les jeunes ne se mobilisent pas forcément sur des sujets précis, mais ils remarquent que la démocratie directe est une chose extraordinaire et que, dans certains pays du monde, on se bat pour avoir le droit de voter.»

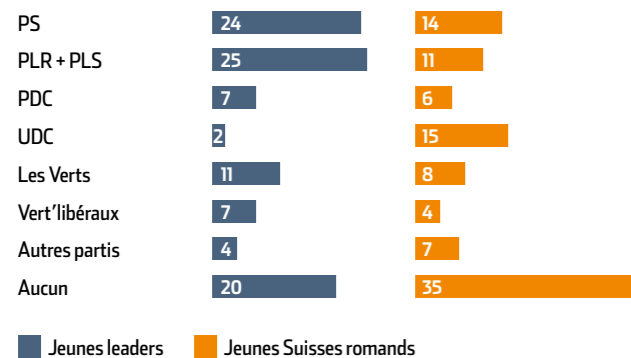
Le sondage esquisse quelques explications possibles à la faible participation: le sentiment, très fort chez les non-leaders, de ne bien comprendre «que certains sujets»; une façon de dire qu'on se sent un rien largué? Le fait que 35% des jeunes ne se sentent pas d'affinités avec un parti politique, quel qu'il soit, ne booste probablement pas la participation non plus. Mais l'entrepreneur Michael Dupertuis, des Verts libéraux, ne s'en étonne pas. «Quand je considère mes amis et leur désintérêt pour les lignes politiques, j'aurais cru qu'ils seraient davantage à ne pas se retrouver dans un parti.» Finalement, d'autres s'intéressent et décident pour eux. «On l'a bien vu le 9 février, quand l'initiative UDC contre l'immigration a passé à 20 000 voix près. Parmi mes proches, tout le monde râlait sur ce pays: raciste, fermé. Mais sont-ils allés voter?» ■ **CB**

Adhésion aux valeurs suisses traditionnelles

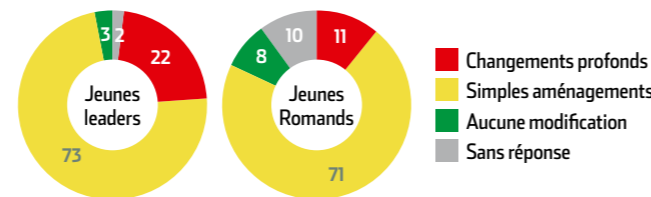


JL = jeunes leaders JSR = jeunes Suisses romands
 ■ Valeur fondamentale, à ne pas toucher ■ Valeur qui doit être adaptée
 ■ Valeur qui n'est plus adaptée ■ Sans réponse

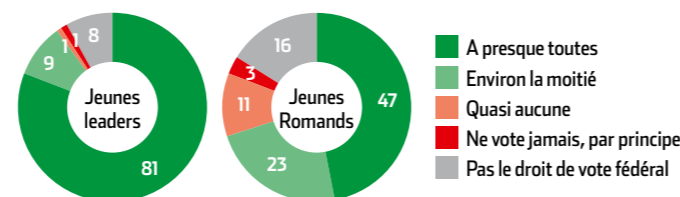
Appartenance à un parti



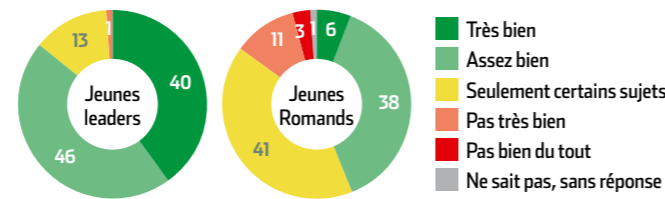
Volonté de changer le système suisse



Participation aux votations



Avez-vous le sentiment de bien ou de mal comprendre les problèmes politiques majeurs auxquels la Suisse est actuellement confrontée?



Les jeunes veulent s'engager pour la communauté.

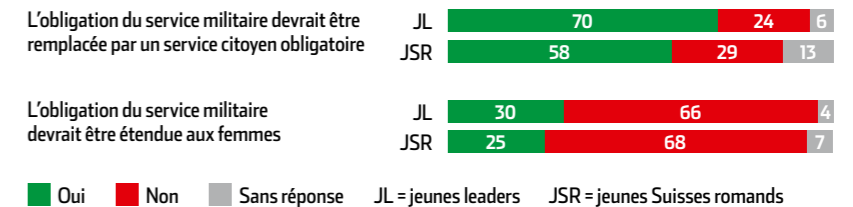
Ils plébiscitent le service citoyen

La plus belle surprise de cette enquête: cette jeune génération qu'on dit individualiste, tendance narcissique, aspire au bien commun. Père de l'idée lancée en 2011 et précisée en 2013, quelques mois avant la votation fédérale où le peuple a refusé massivement (à 75%) la suppression de l'obligation de servir, le président de la Commission fédérale de la jeunesse, Pierre Maudet, 37 ans, se réjouit de cet élan. «Les jeunes ont envie de s'investir pour la collectivité, mais jugent le service militaire inadapté aux défis d'aujourd'hui», analyse le conseiller d'Etat genevois. L'idée est relayée aussi au Parlement fédéral, notamment par son cadet, Mathias Reynard, 27 ans. Le socialiste valaisan y voit une aspiration «non seulement à donner son temps pour les autres, mais aussi du sens à ce qu'on fait. Il s'agit donc de trouver des débouchés utiles sans faire de concurrence dans le marché du travail, dans

des EMS, la santé ou l'entretien du paysage.» A l'origine et dans l'idéal, Pierre Maudet comme Mathias Reynard souhaitait ouvrir le service citoyen aux femmes et aux jeunes étrangers, notamment pour mieux intégrer les cultures et les classes sociales dans la société. Ilias Panchard, 23 ans, coprésident des Jeunes Verts suisses et secrétaire de la Fédération suisse pour le service civil (CIVIVA), se réjouirait d'une telle ouverture. Il met toutefois en garde contre un service obligatoire, «qui pourrait s'appa-

renter à du travail forcé». Autrement critique, Valentin Christe, conseiller communal UDC à Lausanne, constate que le projet «dont les contours restent flous» est essentiellement porté par des Romands «toujours plus réticents face à l'armée». Il s'étonne que les leaders plébiscitent à ce point le remplacement d'un service militaire pourtant défendu par une majorité de la population lors du vote de 2013. Pour l'UDC, la tâche principale de la milice reste d'assurer la sécurité des citoyens. ■ **CB**

Opinions sur le service citoyen



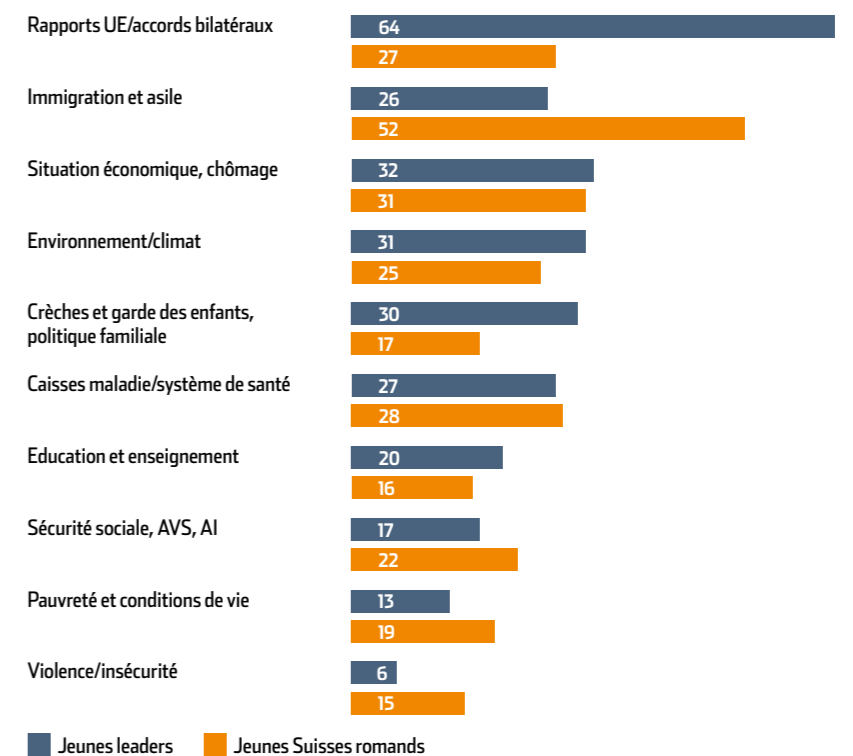
L'emploi ou l'environnement ne sont pas en tête des préoccupations.

La migration: le problème N°1

C'est une de ces questions où l'avis des jeunes leaders semble ne pas être en phase avec celui des 18-30 ans. Les premiers sont préoccupés par l'avenir des rapports avec l'Union européenne alors que les seconds ne sont que 27% à désigner les accords bilatéraux comme l'un des problèmes les plus importants du pays. Mais 52% des jeunes Romands pointent l'immigration et l'asile. Le fossé recoupe donc les deux faces d'une même problématique, mais deux manières de la considérer: comme une condition-cadre indispensable ou pour ses effets supposés.

A noter le faible score de l'insécurité, et une convergence de vues sur les autres thèmes. ■ **CT**

Les problèmes les plus importants actuellement en Suisse (cités en 1^{er}, 2^e et 3^e positions)



Justice et police, au top des institutions fiables.

La jeune génération se méfie des politiciens

A des années-lumière de certains grands-parents hippies ou parents contestataires des années 80, qui considéraient souvent «les flics» comme l'incarnation de l'establishment et d'un système qu'on voulait chambouler, les jeunes Romands accordent surtout leur confiance à la police, les leaders aussi, avec, pour eux, une préférence pour la justice. Criminologue et conseillère nationale, la socialiste Rebecca Ruiz, 33 ans, n'est pas surprise. A chaque fois que des sondages interrogent la population suisse, celle-ci estime que la police est efficace et apprécie la manière dont elle traite les citoyens. Et, aujourd'hui, la jeunesse est peut-être moins confrontée aux forces de l'ordre lors de manifestations. La justice? «Notre système fonctionne extrêmement bien. Et les jeunes, fort connectés au reste du monde, comparent.» Pierre Maudet, conseiller d'Etat en charge de la police, note d'ailleurs qu'on

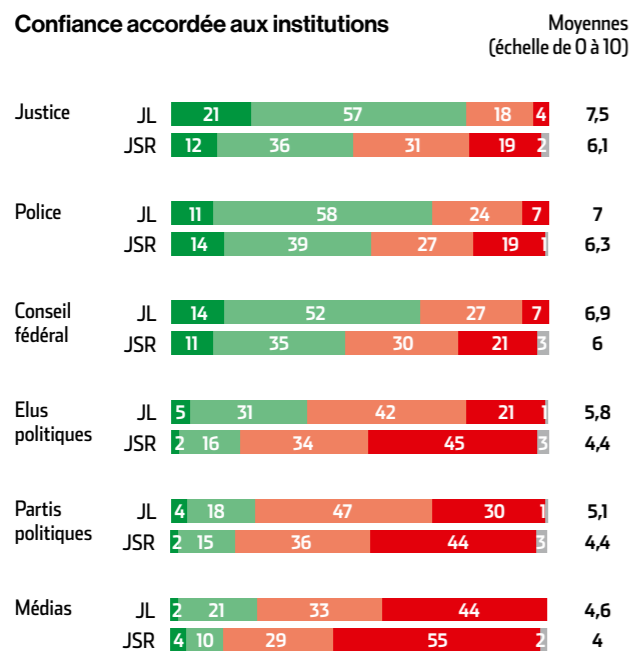
rencontre moins de problèmes de recrutement aujourd'hui.

En revanche, Rebecca Ruiz se demande pourquoi, alors qu'ils estiment que le système fonctionne bien, les jeunes se méfient de ceux qui en sont responsables, à savoir les politiciens. L'entrepreneur Michael Dupertuis, lui, comprend ces apparentes contradictions. Le secrétaire général des Verts libéraux vaudois, 29 ans, se souvient: «Avant de m'engager en politique, je pensais exactement la même chose. J'estimais que les politiciens vivaient leur vie et leurs drames en vase clos, persuadé que c'étaient bien l'économie et les gens eux-mêmes qui faisaient avancer le pays.» Que les politiciens servent avant tout leurs intérêts personnels, Michael Dupertuis n'en doutait pas.

Et aujourd'hui? Ici aussi, il a changé d'avis. «Même quand je vois des députés dont les entreprises reçoivent des mandats publics, je sais que cela s'opère

dans la transparence. Et puis à nous, politiciens, de montrer l'exemple, de nous retirer de certaines commissions pour éviter tout risque de collusion d'intérêt.» Désormais, Michael Dupertuis est convaincu: la grande majorité des politiciens «de tout bord politique agit d'abord pour améliorer quelque chose pour la Suisse». Il n'y aurait qu'à voir, par exemple, le temps qu'ils consacrent à leur engagement politique, à des tâches généralement peu payées ou pas payées du tout comme des débats et des séances de parti. A Bulle, Johanna Gapany abonde dans le même sens, d'autant plus qu'«on est tout le temps sous le feu des projecteurs». La vice-présidente des jeunes libéraux-radicaux suisses qui siège au législatif de sa commune conclut: «Mais celui qui a soif de pouvoir et de richesse devrait faire autre chose que de la politique dans notre pays où le pouvoir, fédéralisme oblige, est tellement partagé.» ■ CB

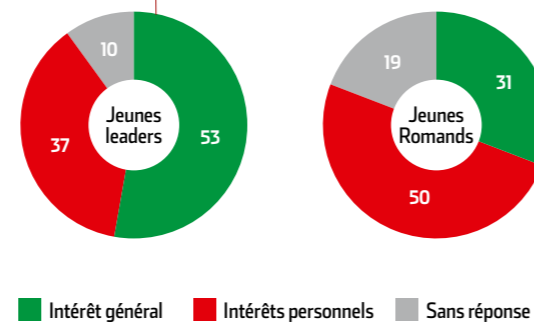
Confiance accordée aux institutions



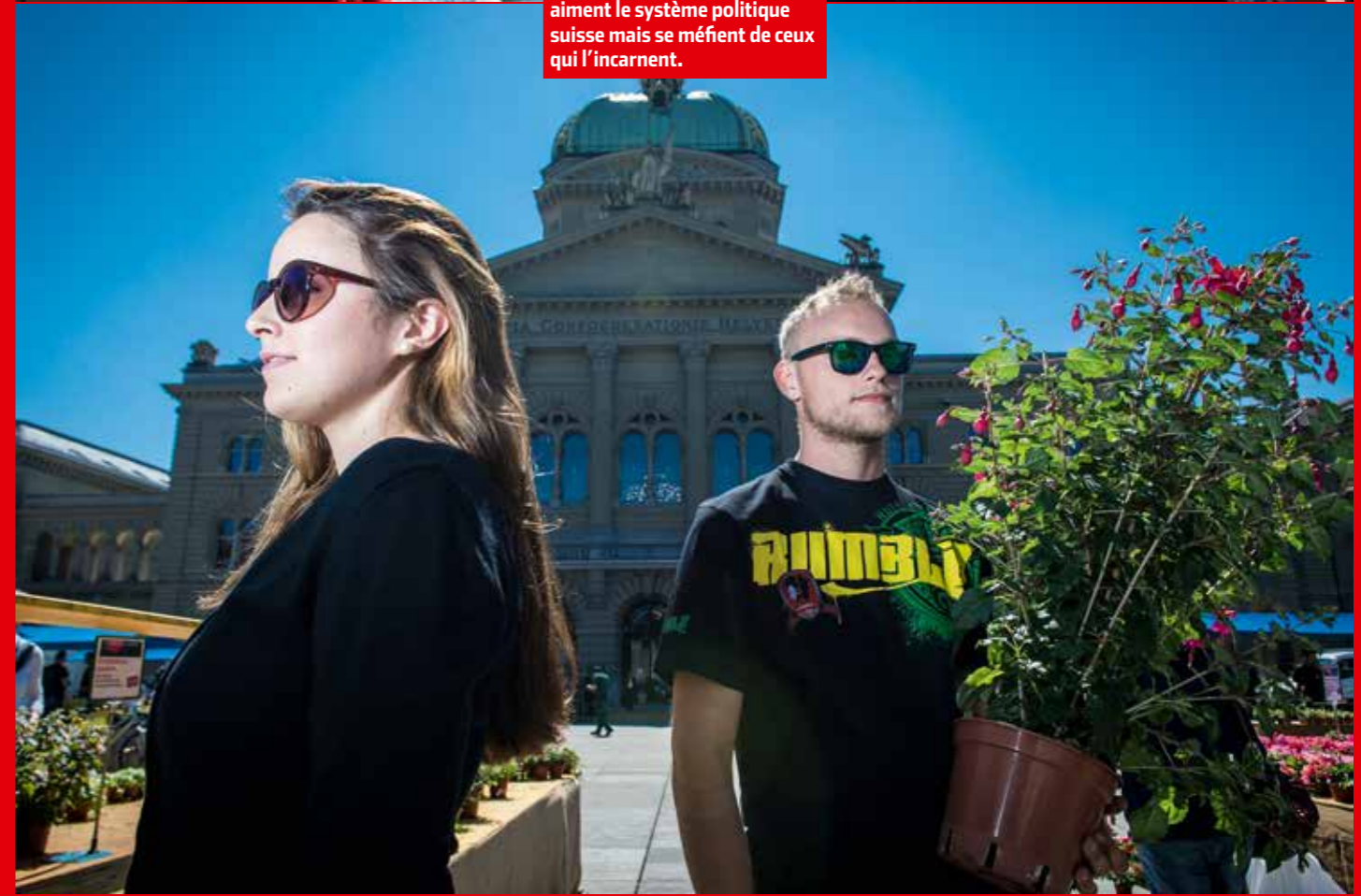
JL = jeunes leaders JSR = jeunes Suisses romands
 ■ Complètement confiance (9+10) ■ 7+8 ■ 5+6
 ■ Pas confiance (0-4) ■ Sans réponse

Les jeunes leaders sont plus magnanimes, et peut-être aussi plus en contact avec les élus; ils ne partagent donc pas le jugement sévère exprimé par les 18-30 ans sur les raisons qui poussent les élus à s'engager.

A votre avis, les élus politiques agissent plutôt dans le sens de l'intérêt général ou plutôt de leurs intérêts personnels?



BERNE Les jeunes Romands aime le système politique suisse mais se méfient de ceux qui l'incarnent.



■ ■ ■ Le temps n'est pas aux concessions multiculturelles. Un seul mot d'ordre: intégration.

Etrangers ou musulmans: pas de cadeaux

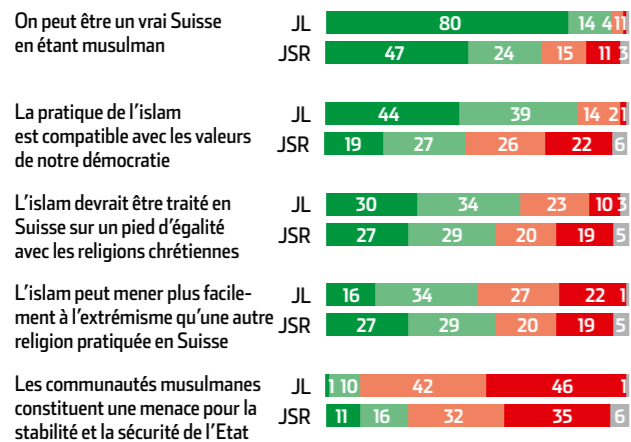
C'est une génération qui a grandi dans des classes multiculturelles dans l'immense majorité des cas, sans heurt et sans problème. Pourtant, à la question de savoir s'il faut donner un passeport suisse aux jeunes étrangers nés ici, la réponse tombe, sèche: c'est non à 57%. Auteure d'une proposition de naturalisation facilitée (mais pas automatique) de la troisième génération, en cours d'examen devant le Parlement,

la conseillère nationale Ada Marra n'est pas étonnée: «L'idée qu'être Suisse se mérite, qu'il faut vérifier ces mérites, est bien ancrée. Ce qui me révolte, en revanche, c'est la prétention à se croire meilleurs parce que l'on est Suisse.»

Lorsque les questions portent sur les musulmans, l'intransigeance est encore plus patente, même si une petite moitié des jeunes estime que l'on peut être un vrai Suisse en étant musulman, et que peu

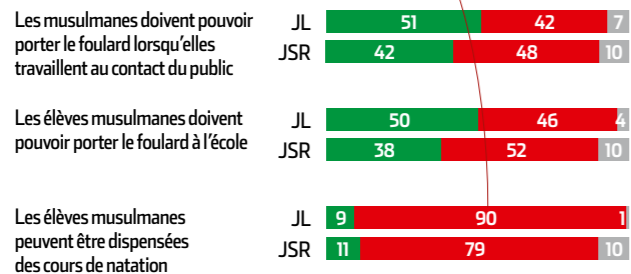
nombreux sont ceux imaginant que les communautés musulmanes constituent une menace pour la stabilité et la sécurité de l'Etat. Le mot d'ordre est: intégrez-vous. Sur ces thématiques identitaires, le fossé entre jeunes leaders et jeunes est béant. On le constate aussi dans l'évaluation du nombre d'étrangers. La moitié des jeunes Romands pense qu'il y en a trop, alors que 8 jeunes leaders sur 10 ne voient pas le problème. ■ CT

Quelques opinions sur la question musulmane en Suisse



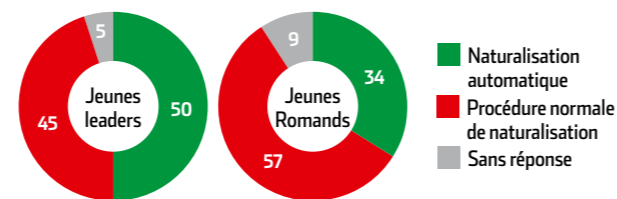
JL=Jeunes leaders JSR=Jeunes Suisses romands
 ■ Tout à fait ■ Assez ■ Pas vraiment ■ Pas du tout ■ Sans réponse

Gros embarras des jeunes Romands sur les concessions à accorder aux musulmans.

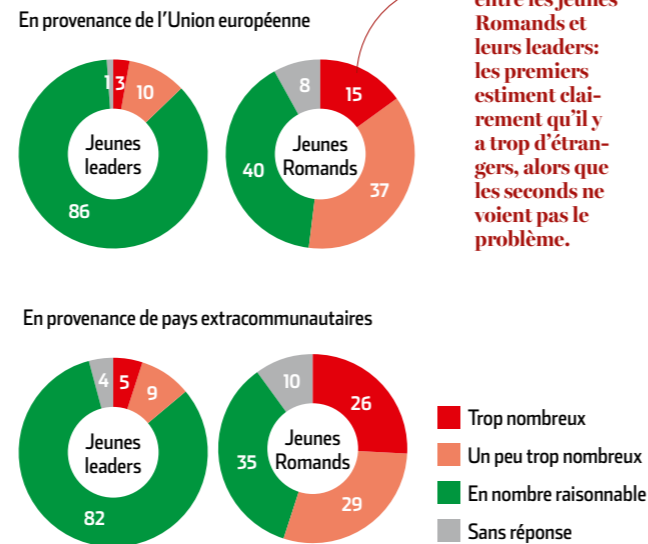


JL=Jeunes leaders JSR=Jeunes Suisses romands
 ■ Oui ■ Non ■ Sans réponse

Pensez-vous qu'il faudrait naturaliser automatiquement les jeunes étrangers nés en Suisse ou devraient-ils passer par la procédure normale de naturalisation?



Selon vous, les étrangers sont-ils actuellement beaucoup trop nombreux, un peu trop nombreux ou en nombre raisonnable?



Fossé béant entre les jeunes Romands et leurs leaders: les premiers estiment clairement qu'il y a trop d'étrangers, alors que les seconds ne voient pas le problème.



GENÈVE Malgré les liens avec leurs amis étrangers nés ici, les jeunes Romands ne sont pas favorables à la naturalisation facilitée.

■ ■ ■ L'Union européenne ne séduit plus les jeunes Romands.

Un fossé béant sur l'ouverture à l'étranger

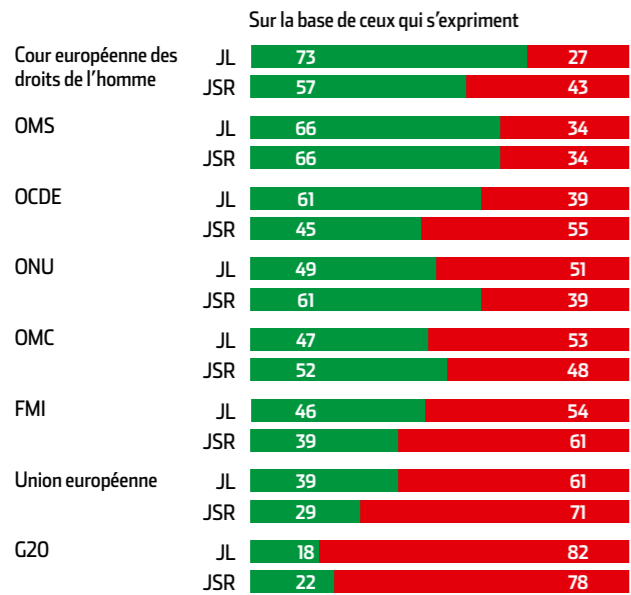
Le fossé est marqué, parfois même béant, entre les jeunes leaders et l'ensemble des jeunes. Là où les premiers décèlent des possibilités d'abord, les seconds distinguent plutôt des risques. Ouverture au monde, adhésion à l'UE, libre circulation des personnes, notion de la souveraineté: autant de thèmes sur lesquels les opinions divergent largement. «C'est souvent une question de parcours de vie, explique Johan Rochel, vice-président du think-tank Foraus. Au cours de leur formation ou de leur activité professionnelle, les leaders ont fait des expériences à l'étranger, ce qui explique certainement leur plus grande sensibilité à l'ouverture.» Le débat sur la libre circulation des personnes est frappant

à cet égard: 48% des jeunes en craignent les inconvénients (immigration incontrôlée, hausse des loyers et trains bondés), alors que 65% des leaders y voient surtout des avantages. «Mieux informés, les leaders savent distinguer le vrai du faux dans le discours politique», constate Caroline Iberg, secrétaire générale adjointe du Nouveau mouvement européen suisse (NOMES). «Les jeunes ressentent peut-être une plus grande pression sur le marché du travail mais, globalement, les salaires ont augmenté et le chômage a baissé dans les faits», ajoute Johan Rochel.

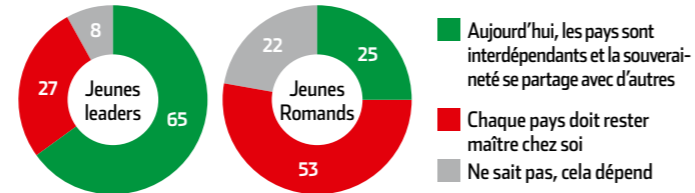
Le même fossé se constate dans l'attitude par rapport à l'Union européenne: 82% des jeunes (contre 42% chez les lea-

ders) ne veulent pas entendre parler d'une adhésion de la Suisse, qu'ils soient de gauche ou de droite d'ailleurs. Cela ne surprend pas outre mesure Caroline Iberg. «En cette année électorale, l'UDC monopolise ce thème, tandis que tous les autres partis se taisent.» Mais, selon elle, le problème est plus profond. «A l'école obligatoire, l'histoire s'arrête à la guerre froide. L'enseignement passe dès lors sous silence la construction européenne et le grand mérite qu'elle a eu de stabiliser le continent.» Cet euroscepticisme a cependant ses limites: leaders et jeunes tombent d'accord pour reconnaître l'efficacité de la Cour européenne des droits de l'homme, des fameux «juges étrangers» honnis par l'UDC. ■ MG

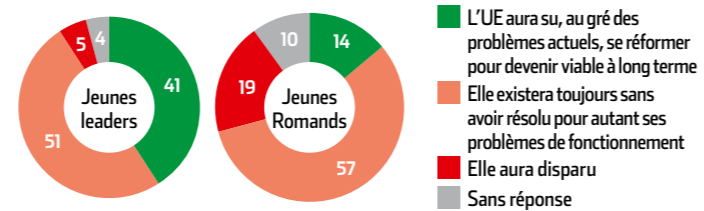
Efficacité des grandes organisations internationales



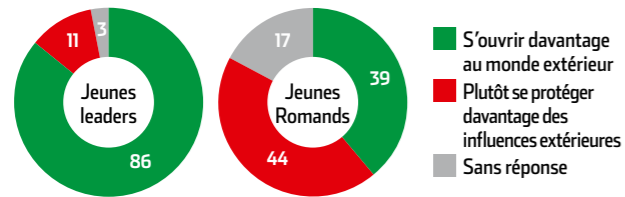
Quelle est votre conception de la souveraineté d'un pays?



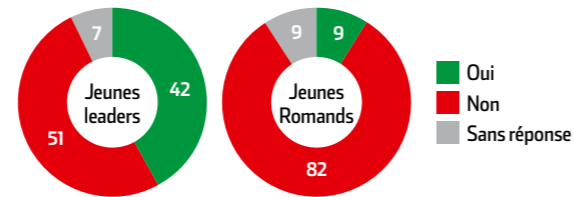
Contrairement à la Suisse, l'Union européenne vit une période de crise, tant au niveau économique qu'au niveau politique. Quelle sera la situation de l'UE dans dix ans selon vous?



La Suisse devrait-elle plutôt s'ouvrir ou se protéger?



Intention de vote actuelle sur une adhésion de la Suisse à l'Union européenne



COINTRIN Les jeunes Romands et les leaders divergent sur leur rapport au monde et à l'Europe.



■ ■ ■ Accros, mais inquiets pour leur sphère privée.

Un rapport ambigu aux réseaux sociaux

Réelle addiction, il suffit d'observer un tant soit peu autour de soi, les réseaux sociaux représentent une source d'information quotidienne ou très régulière pour les leaders comme pour l'ensemble des jeunes. Et pourtant, la méfiance règne. Aussi bien les leaders que l'ensemble des jeunes craignent qu'ils ne nuisent à leur sphère privée. Alors, schizos?

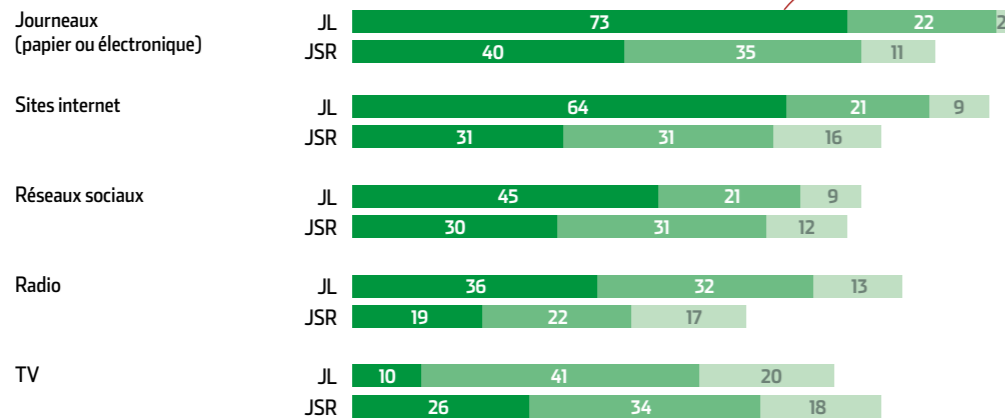
Pour l'expert en matière de cybercriminalité et de réputation sur l'internet qu'est l'avocat genevois Nicolas Capt, 36 ans, le fait de s'informer ne met pas forcément en danger. La contradiction entre le discours et l'acte, il la voit surtout dans le fait que les jeunes, malgré leur

inquiétude, donnent, «volontairement et gratuitement, des quantités d'informations sensibles, par exemple sur Facebook, ou en publiant certaines photos érotiques notamment sur Snapchat». Or ces données permettent d'établir des profils de personnalité, risquent d'entraîner du mobbing ou encore d'être utilisées à des fins commerciales, voire criminelles.

Cela dit, informations et mesures existent pour se protéger. Encore faut-il les appliquer. D'ailleurs Nicolas Capt se rend régulièrement dans les écoles pour montrer comment se prémunir concrètement. «Mais, ne soyons pas angéliques, nous sommes tous incohérents avec les

nouveaux médias, ce n'est pas l'apanage d'une génération.» Cette «méfiance» traduit des doutes, mais aussi une distance bienvenue avec les réseaux sociaux, estime pour sa part Jean-Nathanaël Karakash, 36 ans aussi, lui qui, avant d'entrer dans la politique professionnelle il siège au gouvernement neuchâtelois, travaillait comme ingénieur en systèmes de communication. «Les jeunes ont conscience que partager des informations sur les réseaux n'équivaut pas à une conversation les yeux dans les yeux», estime le socialiste, content d'apprendre que les journaux, version papier ou internet, restent les sources d'information les plus utilisées. ■ CB

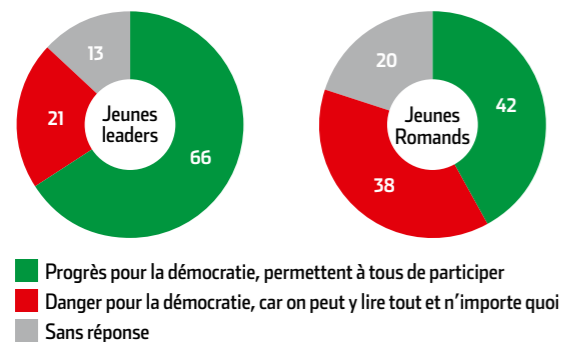
Comment vous informez-vous de l'actualité?



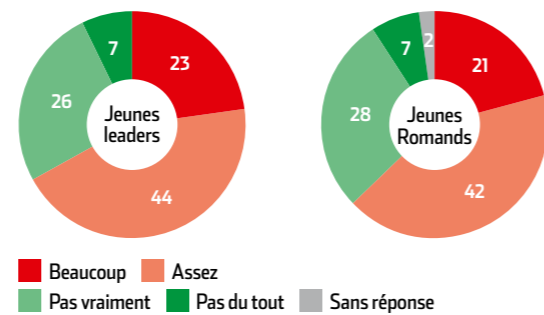
JL = jeunes leaders JSR = jeunes Suisses romands ■ Chaque jour ■ Plusieurs fois par semaine ■ Une fois par semaine

Surprise, la presse écrite conserve les faveurs de la jeune génération quand il s'agit de s'informer, alors que la TV est moins prisée.

Jugements sur les médias sociaux



Etes-vous soucieux que l'internet nuise à votre sphère privée?



GENÈVE Bien qu'accros aux réseaux sociaux, les jeunes Romands redoutent l'emprise de l'internet sur leur sphère privée.

